



OBJET : Autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire à l'occasion du loto du CCAS

Le maire de la Commune de Saint-Paul-en-Jarez,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2211-1, L 2212-1, L 2212-2, L 2213-16 et L 2213-19 et L 2131-2,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment le livre 3 et ses articles L 3321-1 et L 3335-4,

Vu l'arrêté préfectoral réglementant les heures d'ouverture et de fermeture des débits de boissons,

Vu la demande présentée par le comité des fêtes en date du 13 octobre 2022

Considérant le caractère exceptionnel de cette manifestation qui s'inscrit dans le cadre de l'animation du village,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Comité des Fêtes est autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire du 3^{ème} groupe le dimanche 20 novembre 2022, de 13H à 19H, à l'occasion du loto du CCAS.

ARTICLE 2 : Seules les boissons des 1^{er} et 3^{ème} groupe peuvent être offertes ou vendues, il s'agit :

1^{er} groupe : boissons sans alcool (eaux minérales ou gazeifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat, etc...).

3^{ème} groupe : boissons fermentées non distillées et vins doux naturels : vin, bière, cidre, poiré, hydromel, auxquelles sont joints les vins et les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1,2 à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vins et liqueur de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur.

ARTICLE 3 : Les bénéficiaires de la présente autorisation dérogatoire sont informés que le nombre d'autorisation annuelle est limité à cinq. Les bénéficiaires devront se conformer strictement aux prescriptions imposées aux débits de boissons (protection des mineurs contre l'alcoolisme, répression de l'ivresse publique, etc...). Toute infraction à la réglementation applicable en matière de débits de boissons sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 5 : Le comité des fêtes, M. le Brigadier-chef principal et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie et sur les lieux et inscrit au registre des actes de la commune et publié au recueil des actes administratifs.

ARTICLE 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

Le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Saint-Paul-en-Jarez,

Le comité des fêtes,

M. l'Adjoint délégué à la vie associative,

Le Brigadier-chef principal de police municipale.

Fait à Saint-Paul-en-Jarez,

Le 18/10/2022

Le Maire
Kamel BOËCHOU

